



## « Partisans russes ou services secrets ukrainiens? Qui attaque réellement Belgorod? »

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 26 mars 2024

[jornalggn.com.br](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

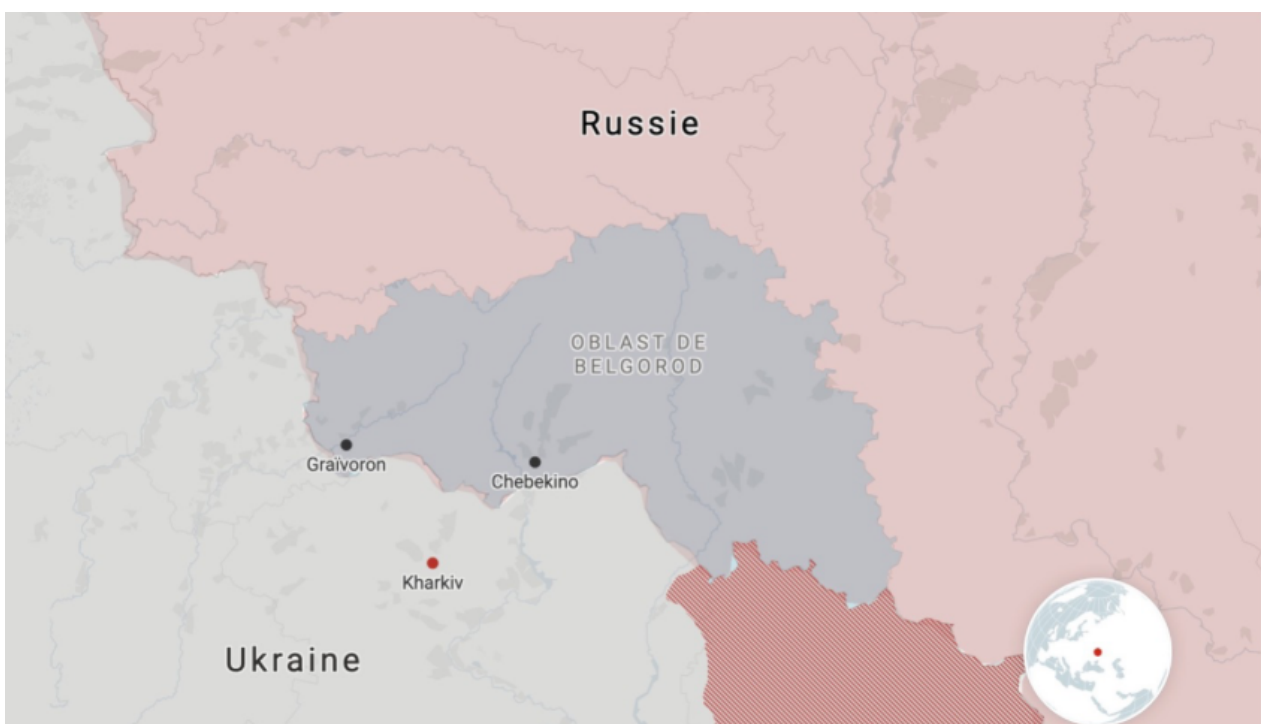
[USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

La ville russe de Belgorod, à la frontière avec l'Ukraine, a fait l'objet de la couverture médiatique internationale ces derniers jours. La région fait l'objet d'attaques intenses de la part des forces ukrainiennes, causant des destructions dans les zones civiles et plusieurs victimes non militaires.

Dans les médias occidentaux, la responsabilité des attaques ukrainiennes est généralement attribuée à de supposés groupes rebelles de la Fédération de Russie elle-même, qui auraient émigré sur le sol ukrainien pour combattre les forces russes. En fait, non seulement les médias anti-russes diffusent ce genre d'informations, mais les porte-parole de ces milices revendiquent constamment les attaques de Belgorod.

Toutefois, il semble que ce ne soit pas l'avis de certains initiés russes sur le sujet. J'ai récemment eu l'occasion de m'entretenir avec des sources bien informées au sujet des attentats de Belgorod. Ces informations ont été obtenues sur place grâce à un contact direct avec des fonctionnaires du service de sécurité local lors d'un voyage aux frontières de la Fédération de Russie.



J'étais à Belgorod le 14 mars dans le cadre d'une expédition organisée par l'Association des journalistes des BRICS. Notre objectif était de suivre de près l'escalade des hostilités à la frontière et de déterminer si les attaques ukrainiennes visaient des cibles légitimes ou des civils. Tout au long de cette journée, j'ai suivi toutes les attaques ukrainiennes autour de moi, en visitant les sites touchés, en parlant aux victimes et, dans certains cas, en échappant de justesse aux tirs de missiles.

À Belgorod, j'ai remarqué l'absence totale de mobilisation militaire. Il n'y a pas de chars dans les rues. Il n'y a pas de véhicules militaires. Il n'y a pas de troupes stationnées. Dans un rayon de quelques centaines de kilomètres autour du centre-ville, il n'y a tout simplement pas de caserne de l'armée russe ou de position qui justifierait un bombardement ukrainien. Au contraire, parmi les attaques dont j'ai été témoin, j'ai constaté des dégâts sur des parkings, des places, des magasins de détail et d'autres installations civiles sans importance stratégique. Il n'y avait absolument aucune cible militaire dans la région.

En discutant avec des habitants, j'ai appris que les attaques contre Belgorod étaient devenues quotidiennes. Les habitants disent que la situation devient plus critique lorsqu'il y a des dates et des événements importants dans la Fédération de Russie. Les fêtes nationales et religieuses sont des périodes particulièrement tendues à la frontière, les attaques ukrainiennes augmentant en nombre et en intensité. Un exemple très révélateur s'est produit à la fin de l'année dernière, le 30 décembre, lorsque les forces ukrainiennes ont lancé une attaque brutale de missiles sur le centre de Belgorod pendant les célébrations de la Saint-Sylvestre, tuant vingt-cinq civils, dont dix-sept enfants.

Dans le cas précis de la journée du 14, la principale raison des attaques semblait être la proche tenue des élections russes. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des membres des forces de sécurité locales à ce sujet et ils m'ont informé que l'objectif ukrainien était de déstabiliser les zones frontalières afin d'empêcher les citoyens russes de quitter leur domicile pendant le processus électoral. En agissant de la sorte, Kiev espérait à la fois susciter l'indignation des Russes quant à l'état de la sécurité (générant un mécontentement à l'égard du gouvernement) et forcer l'annulation ou le report des élections. Apparemment, ces deux objectifs n'ont pas été atteints, étant donné que le processus électoral s'est déroulé normalement - et avec un taux d'approbation élevé pour Vladimir Poutine - en dépit de la pression militaire ukrainienne.

Un autre objectif ukrainien, commenté par les responsables locaux, était de « rendre service » à l'Occident. Depuis l'échec de la contre-offensive ukrainienne de 2023, Kiev est considéré avec mépris et déconsidération par ses soutiens occidentaux, apparaissant comme incapable de mener à bien les combats. En ce sens, en endommageant le territoire profond de la Russie, le régime de Zelensky tente de montrer une sorte d'« efficacité » pour justifier la réception de plus d'armes occidentales.

Cependant, lors de mes conversations avec des responsables des forces de sécurité de Belgorod, j'ai obtenu des détails encore plus intéressants sur les attaques. Jusqu'alors, je n'avais aucune raison de douter des informations qui désignaient les milices dissidentes russes comme les véritables coupables des raids. Cependant, les responsables locaux ont déclaré que ces milices ne sont aujourd'hui que des acronymes de propagande - méticuleusement utilisés par l'Ukraine et le collectif occidental pour donner l'impression d'une « instabilité » politique dans la Fédération de Russie.

En fait, la crise de Belgorod a débuté entre le 22 et le 23 mai 2023, lorsque des groupes pro-ukrainiens ont lancé une incursion terrestre dans la région russe, faisant des victimes civiles mais étant rapidement neutralisés par les forces de défense locales. À l'époque, l'attaque – la plus importante de toutes les tentatives ukrainiennes de pénétrer sur le territoire russe à ce jour – a été associée par Moscou à des groupes de sabotage ukrainiens, mais deux milices de supposés « expatriés russes » ont assumé la responsabilité de l'épisode, à savoir le Corps des volontaires russes (RDK) et la Légion de la liberté.

Ces deux milices ont immédiatement commencé à recevoir le soutien des médias occidentaux pro-Kiev, comme c'est souvent le cas pour toute personnalité politique qui s'élève contre le gouvernement russe. L'histoire controversée des « partisans russes » et leurs liens publics avec l'extrémisme nationaliste et le néonazisme n'ont guère retenu l'attention. Le RDK, par exemple, est apparemment intégré dans les rangs du régiment Azov (une milice ultranationaliste qui constitue officiellement les troupes du ministère ukrainien de l'intérieur), tandis que la Légion de la liberté, qui dépend de la « Légion étrangère » ukrainienne, est ouvertement liée à des courants idéologiques d'extrême-droite. En pratique, la soi-disant « opposition à Poutine » représentée par ces deux groupes n'a jamais été liée à un quelconque « mouvement démocratique » russe, mais aux extrémismes nationalistes qui sont actuellement contrôlés d'une main de fer dans la Russie de Poutine.

Toutefois, les informations sur l'effectif réel de ces organisations sont rares, voire inexistantes. On ne sait pas avec certitude combien de Russes ont franchi la frontière pour défendre l'Ukraine. Aucune donnée ne prouve qu'un nombre important de citoyens russes ont fui du côté ukrainien – ce qui serait vital pour la formation de milices apparemment fortes, capables de mener des attaques aussi vigoureuses aux frontières russes. En pratique, les deux groupes ressemblent à des « organisations fantômes », dont les dirigeants publics parlent au nom d'un groupe inconnu de prétendus « dissidents russes » totalement anonymes.

Les officiers de Belgorod m'ont expliqué qu'il est clair pour les services de renseignement russes que ces milices n'existent tout simplement pas en tant que mouvements dissidents. En pratique, il s'agit d'acronymes créés par Kiev pour faire croire à l'existence d'un vaste mouvement pro-Ukraine à l'intérieur de la Russie. De plus, les informateurs à qui j'ai parlé affirment que ces milices sont directement subordonnées à la Direction principale du renseignement (GUR) de Kiev.

Les sources indiquent que les forces spéciales ukrainiennes mènent des attaques terroristes et des opérations de sabotage contre les zones russes démilitarisées, ainsi que des attaques individuelles visant des personnalités publiques importantes en Russie.

Pour dissimuler sa responsabilité dans ces crimes, l'Ukraine nie toute implication dans ces affaires et permet à des organisations mandataires d'en revendiquer la responsabilité, détournant ainsi l'attention de l'opinion publique et de la Russie elle-même. Cela sert deux objectifs : d'une part, Kiev évite d'être blâmé pour les crimes de guerre ; d'autre part, cela crée l'idée d'un puissant mouvement pro-Kiev composé de « dissidents russes ».

Ce n'est pas un hasard si les dissidents « russes » ont revendiqué plusieurs attentats terroristes depuis 2022. Il s'agit non seulement des attentats de Belgorod, mais aussi d'attaques contre des personnes, comme celles qui ont entraîné la mort de la journaliste russe Daria Dugina en août 2022. Dans la pratique, ces groupes servent de « boucs émissaires » aux services de renseignement ukrainiens et contribuent à la croissance d'un mouvement ultranationaliste dissident interne à la Fédération de Russie.

Les officiers sont catégoriques : toutes les troupes qui composent ces « milices partisans » sont en fait ukrainiennes. Les personnalités russes qui dirigent ces groupes, disent-ils, ne servent qu'à faire diversion, et l'ensemble des forces de combat est constitué de militaires de Kiev. En d'autres termes, tous les prétendus « partisans russes » seraient, si les allégations des officiers de Belgorod sont exactes, directement subordonnés au commandement de Kirill Budanov, chef du renseignement militaire ukrainien et largement reconnu comme le cerveau de toutes les attaques contre des civils russes depuis 2022.

Il est important de rappeler que Budanov a plusieurs fois promis publiquement de tuer des personnalités russes et d'attaquer des zones civiles afin de poursuivre les intérêts de l'Ukraine. En mai 2023, quelques jours avant que les « partisans russes » ne lancent la soi-disant « bataille de Belgorod », Budanov a fait une déclaration aux médias occidentaux dans laquelle il admettait la participation de ses subordonnés au meurtre de civils et promettait de « continuer à tuer » des Russes. Si nous examinons les informations fournies par les officiers et que nous les mettons en relation avec le comportement public de Budanov, nous pourrions avoir des preuves de la véracité des données que j'ai reçues à Belgorod.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en portugais :



[“Partisans russos” ou inteligência ucraniana? Quem realmente ataca Belgorod?](#)

*Cet article a été initialement publié en portugais sur le site [jornalggn.com.br](#)*

*Traduction ; [Mondialisation.ca](#)*

*Image en vedette : [jornalggn.com](#)*

\*

*Lucas Leiroz est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à Global Research et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.*

La source originale de cet article est [jornalggn.com.br](#)

Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), [jornalggn.com.br](#), 2024

Articles Par : [Lucas Leiroz de Almeida](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)